**Province de Québec
MRC de D'Autray
Municipalité de Saint-Didace**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Didace, tenue à 19 h 30, le 15 février 2022, via visioconférence.

À laquelle sont présents à cette visioconférence les membres du conseil, chacune de ces personnes s'est identifiée individuellement :

Monsieur Yves Germain, maire
Madame Julie Maurice, conseillère au siège # 1
Monsieur Sylvain Bélisle, conseiller au siège #2
Madame Jocelyne Bouchard, conseillère au siège #3,
Madame Jocelyne Calvé, conseillère au siège # 4
Monsieur Jacques Martin, conseiller au siège #5
Monsieur Pierre Brunelle, conseiller au siège #6

2022-02-015

Ouverture de la séance

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 20 h 04 sous la présidence du maire, Yves Germain. Assiste également à la séance, par visioconférence : la directrice générale et secrétaire-trésorière, Chantale Dufort, agit en tant que secrétaire d'assemblée.

CONSIDÉRANT le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;

CONSIDÉRANT les décrets subséquents qui prolongent cet état d'urgence;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel numéro 2020-029, daté du 26 avril 2020, de la ministre de la Santé et des Services sociaux, qui précise que toute séance peut se tenir à l'aide d'un moyen permettant à tous les membres de communiquer immédiatement entre eux;

CONSIDÉRANT que selon ce même arrêté, lorsque la loi prévoit qu'une séance doit être publique, celle-ci doit être publicisée dès que possible par tout moyen permettant au public de connaître la teneur des discussions entre les participants et le résultat de la délibération des membres;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Saint-Didace ne possède pas de salle de conseil dédiée pour la tenue des séances publics, d'ordre général, le conseil utilise les locaux de l'école primaire Germain-Caron;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter à la séance par visioconférence.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard et résolu

QUE la présente séance du conseil sera tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux puissent y participer par visioconférence.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-016

Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle, appuyé par monsieur le conseiller Jacques Martin et résolu:

QUE l'ordre du jour soit adopté :

1. **OUVERTURE DE LA SÉANCE**
2. **LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

3. **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL**
4. **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**
 - 4.1 Adoption – Règlement 373-2022 (Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux)
 - 4.2 Vente pour défaut de paiement de taxe
 - 4.3 Demande d'aide financière (Cible Famille Brandon – Fête de la Famille)
5. **FINANCE**
 - 5.1 Adoption des comptes
6. **SÉCURITÉ PUBLIQUE**
 - 6.1 Nomination – Coordonnateur des mesures d'urgence
 - 6.2 Renouvellement du contrat du contrôleur canin
7. **TRANSPORT ET VOIRIE**
 - 7.1 Avis de motion – Projet de règlement 374-2022 (Relatif à la construction de chemin privés) (**REMIS**)
 - 7.2 Dépôt – Projet de règlement 374-2022 (Relatif à la construction de chemins privés) (**REMIS**)
 - 7.3 Adjudication de contrat (route 349 phase 3 – dossier DRQ89684)
8. **HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT**
 - 8.1 Gestion du Lac-Maskinongé (Projet au PAC RURALES)
9. **SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**
 - 9.1 Financement – Coopérative de solidarité santé du grand Brandon
10. **AMÉNAGEMENT ET URBANISME**
 - 10.1 Demande d'usage conditionnel au 190, chemin du Golf
 - 10.2 Dérogation mineure au 90, chemin Forsight (**REMIS**)
 - 10.3 Dépôt du rapport sur l'émission des permis (janvier)
11. **LOISIRS ET CULTURE**
 - 11.1 Avis de motion – Projet de règlement 375-2022 (emprunt Projet Maison de la Rivière Maskinongé - 531 rue Principale)
 - 11.2 Dépôt – Projet de règlement 375-2022 (emprunt Projet Maison de la Rivière Maskinongé)
 - 11.3 Adjudication de contrat (Projet Maison de la Rivière Maskinongé - 531 rue Principale)
12. **VARIA**
 - 12.1 Dossier terrain 46 au Lac-Rouge (PPCMOI-2018-0006)
13. **COMMUNICATION DU CONSEIL**
14. **PÉRIODE DE QUESTIONS**
15. **LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-017

Adoption du procès-verbal

Il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé et résolu que le procès-verbal de la séance ordinaire, tenue le 17 janvier 2022, soit adopté tel que présenté.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-018

Adoption – Règlement 373-2022 (Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux)

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 13 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, c. E-15.1.0.1, ci-après : la « LEDMM »), toute municipalité doit, avant le 1er mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;

CONSIDÉRANT l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives (LQ, 2021, c. 31), laquelle modifie le contenu obligatoire du Code d'éthique et de déontologie des élus·es;

CONSIDÉRANT que l'objet de ce règlement numéro 373-2022, intitulé « *Règlement édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus-es municipaux* », est de prévoir les principales valeurs de la Municipalité de Saint-Didace en matière d'éthique et les règles déontologiques qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme. Le tous répondant aux critères et diverses dispositions législatives de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* et de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*;

CONSIDÉRANT qu'en conformité avec la loi, un avis public de présentation a été publié le 20 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 17 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que l'adoption a été précédée de la présentation et du dépôt d'un projet de règlement en date du 17 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement 373-2022 avant la présente séance;

CONSIDÉRANT que copie du projet de règlement a été mis à la disposition du public, sur le site internet, avant le début de la séance;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Julie Maurice, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard et résolu que le règlement 373-2022 soit adopté comme suit, avec dispense de lecture.

Adopté à l'unanimité des conseillers

RÈGLEMENT NUMÉRO 373-2022
(adopté par résolution 2022-02-018)

**RÈGLEMENT ÉDICTANT LE
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS-ES MUNICIPAUX**

ATTENDU que le conseil de la Municipalité a adopté, le 16 mai 2019, le règlement numéro 323-2019, intitulé « *Règlement concernant le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux* »;

ATTENDU qu'en vertu de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, toute municipalité doit est tenue d'adopter un Code d'éthique et de déontologie pour les élus-es;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1, ci-après : la « *LEDMM* »), toute municipalité doit, avant le 1er mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;

ATTENDU qu'une élection générale s'est tenue le 7 novembre 2021;

ATTENDU l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la *Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives* (LQ, 2021, c. 31), laquelle modifie le contenu obligatoire du Code d'éthique et de déontologie des élus-es;

ATTENDU qu'il y a lieu, en conséquence, d'adopter un Code d'éthique et de déontologie des élus-es révisé;

Séance ordinaire du 15 février 2022

ATTENDU que les formalités prévues à la LEDMM, pour l'adoption d'un tel code révisé, ont été respectées;

ATTENDU que la directrice générale et secrétaire-trésorière, Chantale Dufort, mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles déontologiques qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme;

ATTENDU que la Municipalité, ce qui inclut les membres de son conseil, adhère explicitement aux valeurs en matière d'éthique et aux règles déontologiques prévues à la LEDMM ainsi que dans le présent Code;

ATTENDU que l'éthique et la déontologie en matière municipale sont essentielles afin de maintenir le lien de confiance entre la Municipalité et les citoyens;

ATTENDU qu'une conduite conforme à l'éthique et à la déontologie municipale doit demeurer une préoccupation constante des membres du conseil afin d'assurer aux citoyens une gestion transparente, prudente, diligente et intègre de la Municipalité incluant ses fonds publics;

ATTENDU qu'en appliquant les valeurs en matière d'éthique et en respectant les règles déontologiques prévues à ce Code, chaque membre du conseil est à même de bien remplir son rôle en tant qu'élu municipal, d'assumer les responsabilités inhérentes à cette fonction et de répondre aux attentes des citoyens ;

ATTENDU que ce Code contient les obligations ainsi que les balises permettant d'orienter la conduite de chaque membre du conseil, tout en laissant le soin à ce dernier d'user de son jugement en fonction des valeurs y étant prévues;

ATTENDU que ce Code vise à identifier, prévenir et éviter les situations de conflit d'intérêts;

ATTENDU que tout manquement au Code peut entraîner des conséquences graves pour la Municipalité et les membres du conseil;

ATTENDU qu'il incombe à chaque membre du conseil de respecter ce Code pour s'assurer de rencontrer des standards élevés d'éthique et de déontologie en matière municipale;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance de ce conseil tenue le 17 janvier 2022;

ATTENDU qu'un projet de code d'éthique du présent règlement a été présenté à la séance de ce conseil tenue le 17 janvier 2022;

ATTENDU qu'un avis public de présentation a été publié le 20 janvier 2022;

ATTENDU que toutes les formalités prévues par la loi ont été accomplies;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par madame la madame la conseillère Julie Maurice, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, et résolu que le règlement numéro 373-2022, intitulé « *Règlement édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux* » soit adopté comme suit :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 Le titre du présent règlement numéro 373-2022 est : « Règlement édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus-es municipaux ».

1.2 Le préambule fait partie intégrante du présent Code.

1.3 Le Code ne se substitue pas aux lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité et, de façon plus générale, le domaine municipal. Il est plutôt supplétif et complète les diverses obligations et les devoirs généraux applicables aux élus-es municipaux qui sont prévus dans les lois et les autres règlements applicables.

Ainsi, le Code ne doit pas être interprété comme permettant de déroger aux dispositions contenues dans les lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité, les élus-es municipaux et, de façon plus générale, le domaine municipal.

ARTICLE 2 : INTERPRÉTATION

2.1 Le présent Code doit être interprété selon les principes et les objectifs contenus à la LEDMM. Les règles prévues à cette loi sont réputées faire partie intégrante du présent Code et prévalent sur toute règle incompatible énoncée à ce Code.

2.2 Dans le présent Code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

Avantage : De nature pécuniaire ou non, constitue notamment un avantage tout cadeau, don, faveur, récompense, service, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, etc.

Code : Le règlement numéro 373-2022, intitulé « Règlement édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus-es municipaux ».

Conseil : Le conseil municipal de la Municipalité de Saint-Didace.

Déontologie : Désigne l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent la fonction des membres du conseil, leur conduite, les rapports entre ceux-ci ainsi que les relations avec les employés municipaux et le public en général.

Éthique : Réfère à l'ensemble des principes moraux qui sont à la base de la conduite des membres du conseil. L'éthique tient compte des valeurs de la Municipalité.

Intérêt personnel : Un tel intérêt est lié à la personne même de l'élu et il est distinct de celui de la collectivité qu'il représente.

Membre du conseil : Élu-e de la Municipalité, un membre d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou membre du conseil d'un autre organisme municipal, lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité.

Municipalité : La Municipalité de Saint-Dadace.

Organisme municipal : Le conseil, tout comité ou toute commission :

1° D'un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la Municipalité;

2° D'un organisme dont le conseil est composé majoritairement des membres du conseil, dont le budget est adopté par la Municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;

3° D'un organisme public dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités;

4° De tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

ARTICLE 3 : APPLICATION DU CODE

3.1 Le présent Code et plus particulièrement les règles énoncées dans celui-ci guident la conduite de tout membre du conseil.

3.2 Certaines règles prévues au présent Code s'appliquent également après le mandat de toute personne qui a été membre du conseil.

ARTICLE 4 : VALEURS

4.1 Principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique :

4.1.1 Intégrité des membres du conseil

L'intégrité implique de faire preuve de probité et d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon.

4.1.2 Honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil

L'honneur exige de rester digne des fonctions confiées par les citoyens.

4.1.3 Prudence dans la poursuite de l'intérêt public

La prudence commande à tout membre du conseil d'assumer ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe de façon objective et avec discernement. La prudence implique de se renseigner suffisamment, de réfléchir aux conséquences de ses actions et d'examiner les solutions alternatives.

L'intérêt public implique de prendre des décisions pour le plus grand bien de la collectivité et non à l'avantage d'intérêts privés ou personnels au détriment de l'intérêt public.

4.1.4 Respect et civilité envers les autres membres du conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens

De façon générale, le respect exige de traiter toutes les personnes avec égard et considération. La civilité implique de faire montre de courtoisie, politesse et de savoir-vivre.

4.1.5 Loyauté envers la Municipalité

La loyauté demande de s'acquitter de ses fonctions dans le meilleur intérêt de la Municipalité, avec objectivité et indépendance d'esprit. Elle implique de faire abstraction de ses intérêts personnels et de les divulguer en toute transparence, conformément aux règles applicables. De plus, la loyauté implique de respecter les décisions prises par le conseil.

4.1.6 Recherche de l'équité

L'équité implique de faire preuve d'impartialité, soit avoir une conduite objective et indépendante, et de considérer les droits de chacun. L'équité exige de ne faire aucune discrimination.

4.2 Ces valeurs doivent guider les membres du conseil de la Municipalité dans l'appréciation des règles déontologiques qui leur sont applicables.

4.3 Lorsque des valeurs sont intégrées à l'article 5 du présent Code, celles-ci doivent, en plus de guider la conduite du membre du conseil, être respectées et appliquées par celui-ci.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE ET INTERDICTIONS

5.1 Les règles de conduite ont notamment pour objectif de prévenir :

5.1.1 Toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions.

5.1.2 Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.1.3 Toute inconduite portant atteinte à l'honneur et la dignité de la fonction d'élu municipal.

5.2 Règles de conduite et interdictions

5.2.1 Le membre du conseil doit se conduire avec respect et civilité.

Il est interdit à tout membre du conseil de se comporter de façon irrespectueuse ou incivile envers les autres membres du conseil municipal, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment, de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire.

De plus :

• Tout membre du conseil doit :

a) Faire preuve de civilité et de courtoisie dans ses échanges et ses communications, incluant celles sur le Web et les médias sociaux;

b) Respecter la dignité et l'honneur des autres membres du conseil, des employés municipaux et des citoyens.

• Tout membre du conseil doit s'engager dans un dialogue franc et honnête avec les autres membres du conseil afin d'en arriver à une décision éclairée.

• Tout membre du conseil doit respecter le décorum lors d'une séance publique ou privée du conseil municipal. Notamment, le membre du conseil doit respecter les directives du président de l'assemblée.

• Dans ses communications avec les employés municipaux, les partenaires de la Municipalité, les citoyens, les médias et le public en général, le membre du conseil ne peut utiliser sa fonction ou son titre afin de laisser croire qu'il agit au nom de la Municipalité, sauf dans le cas où une résolution a dûment été adoptée à cet effet par le conseil municipal.

Cette interdiction ne s'applique toutefois pas au maire qui agit dans le cadre des pouvoirs spécifiques qui lui sont dévolus par la loi.

5.2.2 Le membre du conseil doit se conduire avec honneur.

Il est interdit à tout membre du conseil d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu municipal.

De plus :

• Tout membre du conseil doit prendre les moyens raisonnables pour assister aux séances publiques et aux séances privées du conseil municipal. Il en est de même lorsqu'il présente la Municipalité lors de différentes réunions ou d'événements.

- Il est interdit à tout membre du conseil d'effectuer une dépense en contravention avec la Loi sur le traitement des élus municipaux (RLRQ, c. T-11.001) ou de tenter de se faire rembourser une telle dépense.

- Dans le cadre de ses déplacements et de ses dépenses qui impliquent un remboursement de la part de la Municipalité, tout membre du conseil doit autant que possible en limiter les coûts à ce qui est raisonnable dans les circonstances.

5.2.3 Conflits d'intérêts

5.2.3.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.2.3.2 Il est interdit à tout membre du conseil de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.2.3.3 Il est interdit à tout membre du conseil de contrevenir aux articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, c. E-2.2), sous réserve des exceptions prévues aux articles 305 et 362 de cette loi.

5.2.3.4 De plus :

- Tout membre du conseil doit éviter de se placer, sciemment, dans une situation où il est susceptible de devoir faire un choix entre, d'une part, son intérêt personnel ou d'une autre personne et, d'autre part, celui de la Municipalité ou d'un autre organisme, lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil.

- Tout membre du conseil doit faire preuve d'impartialité et d'équité. Il ne peut faire preuve de favoritisme, notamment à l'égard des fournisseurs de la Municipalité.

- Tout membre du conseil doit être indépendant d'esprit et avoir un jugement objectif sans intérêt personnel de manière à prendre les meilleures décisions pour la Municipalité.

- Le membre du conseil qui constate l'existence d'un conflit d'intérêts ou en est avisé doit prendre les moyens pour y mettre fin, et ce, le plus tôt possible à partir du moment où il en a connaissance.

- Tout membre du conseil doit prévenir et éviter les situations dans lesquelles il risque de subir de l'influence indue quant à une décision qui est susceptible de favoriser son intérêt personnel ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

- Tout membre du conseil doit s'assurer, en tout temps, que ses activités autres que celles liées à sa fonction d'élu n'entrent pas en conflit avec l'exercice de ses fonctions d'élu municipal.

5.2.4 Réception ou sollicitation d'avantages

5.2.4.1 Il est interdit à tout membre du conseil de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont le conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

5.2.4.2 Il est interdit à tout membre du conseil d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui est offert par un fournisseur de biens ou de services ou qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.2.4.3 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.2.4.2 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les 30 jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier-trésorier de la Municipalité.

Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

5.2.4.4 De plus :

- Lorsqu'un membre du conseil représente la Municipalité à un événement et qu'il reçoit un prix de présence ou un avantage quelconque, sans que le membre du conseil ait eu à déboursier personnellement de participation pour le recevoir, celui-ci doit le remettre à Municipalité, laquelle décidera comment en bénéficier ou en disposer.

5.2.5 Le membre du conseil ne doit pas utiliser des ressources de la Municipalité

Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser des ressources de la Municipalité ou de tout autre organisme municipal au sens du présent Code à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas lorsqu'un membre du conseil utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise généralement à la disposition des citoyens.

De plus :

- Un membre du conseil ne peut permettre à un employé municipal ou un tiers d'utiliser les ressources de la Municipalité ou de tout autre organisme municipal lié à la Municipalité à des fins personnelles à moins qu'il ne s'agisse d'un service ou d'une activité qui est offert de façon générale par la Municipalité.

- Il est interdit à un membre de détourner à son propre avantage ou à l'avantage d'un tiers, un bien ou une somme d'argent appartenant à la Municipalité.

5.2.6 Renseignements privilégiés

Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

De plus :

- Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser ou divulguer, à son propre avantage ou à l'avantage d'un tiers, une information privilégiée ou une information qu'il détient et qui ne serait pas autrement disponible ou que le conseil municipal n'a pas encore divulguée.

- Un membre du conseil ne peut divulguer de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'opinion émise en séance privée par un autre membre du conseil ou toute autre personne y participant.

- Tout membre du conseil doit faire preuve de prudence dans ses communications, notamment sur le Web et les médias sociaux, afin d'éviter de divulguer directement ou indirectement une information privilégiée ou qui n'est pas de nature publique.

• Pour les fins de la présente section, et sans limiter la généralité de ce qui précède, sont notamment, mais non limitativement, considérés comme des informations privilégiées et des renseignements qui ne sont pas de nature publique: les documents et les renseignements ne pouvant être divulgués ou dont la confidentialité doit être assurée en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), les discussions tenues lors des séances privées et tout ce qui est protégé par le secret professionnel, tant que la Municipalité n'y a pas renoncé dans ce dernier cas.

5.2.7 Après-mandat

Il est interdit à tout membre du conseil, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la Municipalité.

5.2.8 Annonce lors d'une activité de financement politique

Il est interdit à tout membre du conseil de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

5.2.9 Ingérence

5.2.9.1 Un membre du conseil ne peut s'ingérer dans l'administration quotidienne de la Municipalité ou donner des directives aux employés municipaux, autrement qu'à l'occasion d'une prise de décision en séance publique du conseil municipal. Dans un tel cas, les directives sont mises en application auprès des employés municipaux par la direction générale.

Il est entendu que le membre du conseil qui est membre d'un comité, ou d'une commission formée par le conseil municipal ou qui est mandaté par le conseil municipal pour représenter la Municipalité dans un dossier particulier, peut toutefois devoir collaborer avec la direction générale et les employés municipaux. Cette collaboration est limitée au mandat lui ayant été attribué par le conseil municipal.

En aucun cas la présente disposition ne peut être appliquée ou interprétée de manière à limiter le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle du maire lui étant dévolu en vertu de la loi.

5.2.9.2 Tout membre du conseil doit transmettre les plaintes qu'il reçoit au directeur général de la Municipalité qui fera le suivi approprié. Si les plaintes visent le directeur général, il les réfère au maire.

ARTICLE 6 : MÉCANISME D'APPLICATION, DE CONTRÔLE ET DE SANCTIONS

6.1 Les mécanismes d'application et de contrôle du présent Code sont ceux prévus à la LEDMM;

6.2 Un manquement à une règle prévue au présent Code, par un membre du conseil de la Municipalité, peut entraîner l'imposition des sanctions prévues à la LEDMM, soit :

6.2.1 la réprimande;

6.2.2 la participation à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, aux frais du membre du conseil, dans le délai prescrit par la Commission municipale du Québec;

6.2.3 la remise à la Municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :

a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;

b) de tout profit retiré en contravention à une règle énoncée au présent code;

6.2.4 le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période que la Commission détermine, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme;

6.2.5 une pénalité, d'un montant maximal de 4 000 \$, devant être payée à la Municipalité;

6.2.6 la suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat s'il est réélu lors d'une élection tenue pendant sa suspension et que celle-ci n'est pas terminée le jour où débute son nouveau mandat.

Lorsqu'un membre du conseil est suspendu, il ne peut exercer aucune fonction liée à sa charge de maire ou de conseiller et, notamment, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.

ARTICLE 7 : REMPLACEMENT

7.1 Le présent règlement remplace le règlement numéro 323-2019, intitulé « Règlement concernant le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux », adopté le 16 mai 2019.

7.2 Toute mention ou référence à un code d'éthique et de déontologie des élus·es, que ce soit dans un règlement, une résolution, une politique, un contrat, etc., est réputée faire référence au présent règlement.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR

8.1 Le présent règlement entre en vigueur conformément à loi.

Yves Germain
Maire

Chantal Dufort
Directrice générale

2022-02-019

Vente pour défaut de paiement de taxes

Il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle, appuyé par madame la conseillère Julie Maurice et résolu d'autoriser la directrice générale, madame Chantale Dufort, à transmettre à la MRC de d'Autray la liste des propriétés en défaut de paiement des taxes municipales telle que présentée, pour qu'elle procède à la vente pour défaut de paiement des taxes.

Chantale Dufort, directrice-générale, est déléguée, le 9 juin 2022, pour enchérir au nom de la Municipalité de Saint-Didace afin de protéger les créances municipales lors de la vente pour défaut de paiement des taxes par la MRC de d'Autray.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-020

Demande d'aide financière (Cible Famille Brandon – Fête de la Famille)

Sur proposition de madame la conseillère Jocelyne Calvé, appuyée par monsieur le conseiller Jacques Martin, il est résolu que la municipalité accepte de participer comme partenaire collaborateur avec Cible Famille Brandon à l'organisation de la Fête de la Famille du 14 mai 2022. Un montant de 150 \$ sera versé en mars 2022 à cette fin.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-021

Adoption des comptes

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Bélisle, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard et résolu que la liste des factures courantes, au 8 février 2022, totalisant 14 139.51 \$, soit approuvée et que le maire et la secrétaire-trésorière soient autorisés à en effectuer les paiements. De plus, le conseil accepte le rapport des sommes déjà déboursées en chèques et prélèvements bancaires, du 1er au 31 janvier 2022 totalisant 61 544.16 \$ et des salaires nets totalisant 12 305.52 \$.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-022

Nomination – Coordonnateur des mesures d'urgence

CONSIDÉRANT que monsieur Daniel Brazeau a quitté ses fonctions de directeur du Service de sécurité incendie de la MRC de D'Autray, le 30 novembre dernier, pour un départ à la retraite;

CONSIDÉRANT que la MRC de D'Autray, a conclu, au départ à la retraite du Service de sécurité incendie de monsieur Daniel Brazeau, une entente avec ce dernier afin qu'il puisse poursuivre ses fonctions en sécurité civile;

EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par monsieur le conseiller Jacques Martin, appuyé par madame la conseillère Julie Maurice et résolu

QUE le conseil municipal, abroge à toutes fins que de droit la résolution 2013-12-187;

QUE le conseil municipal nomme monsieur Daniel Brazeau à la fonction de coordonnateur des mesures d'urgence pour la Municipalité de Saint-Didace;

QUE la directrice générale, madame Chantale Dufort, soit nommée coordonnatrice adjointe des mesures d'urgence pour la Municipalité de Saint-Didace;

QUE le conseil municipal autorise le maire, monsieur Yves Germain ou le maire suppléant en poste et la directrice générale, madame Chantale Dufort, à signer pour et au nom de la Municipalité de Saint-Didace, tous les documents relatifs à ce dossier;

QUE le plan des mesures d'urgence de la Municipalité de Saint-Didace soit modifié en conséquence et qu'une copie de la présente résolution soit acheminée au ministère de la Sécurité publique du Québec.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2022-02-023

Renouvellement du contrat du contrôleur canin

Il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, appuyé par monsieur le conseiller Jacques Martin, et résolu que M. Yves Lahaie de Les Sentiers canins Maskinongé soit nommé contrôleur canin pour la municipalité en 2022, et de renouveler son contrat d'un an selon les termes de l'offre déposée le 2 novembre 2021.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-024

Adjudication de contrat (route 349 phase 3 – dossier DRQ89684)

CONSIDÉRANT l'appel d'offres lancé sur SEAO le 10 janvier 2022 (numéro d'avis 9.22-52090-2021-06) pour le projet « *Réfection de voirie – Route 349, phase 3* » conditionnelle à l'admissibilité du projet au Programme d'aide à la voirie local – Volet Redressement du ministère des Transports ainsi qu'à l'approbation d'un règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH);

CONSIDÉRANT la réception des soumissions suivantes, qui ont été déposées dans les délais et ouvertes le 14 février 2022 à 11h01:

Soumissionnaires	Prix avant taxes
Sintra Inc.	1 506 341.75 \$
Jobert Inc.	1 419 543.50 \$
Pavage JD Inc.	1 848 684.50 \$
Maskimo Construction Inc.	1 492 817.00 \$
Excavation Normand Majeau Inc.	1 321 921.90 \$
9301-1380 Québec Inc.	1 547 679.20 \$

CONSIDÉRANT la réception des lettres du ministère des Transports dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale – Volet Redressement dossier numéro DRQ89684, en date du 11 novembre 2021, annonçant l'accord d'une aide financière maximale de 1 262 833 \$;

CONSIDÉRANT la recommandation positive de M. Stéphane Allard, ingénieur de la MRC de d'Autray, après son analyse des soumissions;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Julie Maurice, appuyé par monsieur le conseiller Jacques Martin et résolu

D' octroyer le contrat du projet « *Réfection de voirie – Route 349, phase 3* », au plus bas soumissionnaire conforme, soit à Excavation Normand Majeau inc. au prix de 1 519 879.71 \$ taxes incluses, le tout tel que montré dans sa soumission datée du 14 février 2022;

QUE le montant total estimé des travaux est évalué à approximativement 1 644 701 \$ incluant la surveillance de chantier par les ingénieurs de la MRC d'Autray, les frais de laboratoire, les frais de financement ainsi que les taxes nettes;

QUE le devis d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution constituent le contrat.

QUE le contrat est conditionnel à l'approbation, par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, d'un règlement d'emprunt à venir servant à financer ces travaux;

QUE le maire, Yves Germain, et la directrice générale, Chantale Dufort, soient autorisés à signer, pour et au nom de la municipalité, tous documents nécessaires à la réalisation du projet avec le contractant et le gouvernement.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-025

Gestion du Lac Maskinongé (demande au PAC RURALES)

AUTORISATION DE PRÉSENTATION POUR LA CAPACITÉ PORTANTE DU LAC MASKINONGÉ–PAC RURALES

Il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard et résolu d'autoriser l'inspectrice en urbanisme et environnement de la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon, Marie-Hélène Robidas à présenter une demande de participation financière pour effectuer une étude de la capacité portante du lac Maskinongé auprès de la MRC d'Autray provenant de l'enveloppe « Environnement » du programme du PAC rurales.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-026

Financement – Coopérative de solidarité santé du Grand Brandon

ATTENDU QUE la Coopérative de solidarité santé du grand Brandon est en processus de constitution auprès du ministère de l'Économie et de l'Innovation;

ATTENDU QUE par la résolution 2022-01-013, la Municipalité est favorable à assumer une partie des coûts à la hauteur des services offerts à sa population dans la mesure de ses pouvoirs d'aide à cet égard;

ATTENDU QUE selon l'article 91 de la loi sur les compétences municipales, une municipalité locale peut accorder toute aide à une coopérative pour le bien-être de la population;

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon accorde à titre d'aide à la coopérative de solidarité santé du grand Brandon un paiement par anticipation de sa quote-part pour les frais de constitution ainsi que les dépenses de démarrage du projet;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, appuyé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle et résolu d'autoriser la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon d'effectuer un paiement par anticipation pour sa quote-part des dépenses relatives à la constitution de la coopérative de solidarité santé du grand Brandon. Les dépenses seront déduites sur le montant de la contribution municipale auprès de la Coopérative ou seront remboursées au prorata des autres municipalités participantes, advenant que le projet ne se concrétise pas.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-027

Demande d'usage conditionnel au 190, chemin du Golf

Identification du site concerné

Matricules : 2539-40-0300

Cadastre : 5 126 206 du cadastre de la Municipalité de Saint-Didace

Adresse : 190, chemin du Golf

CONSIDÉRANT que la demande d'usage conditionnel vise à permettre l'usage de résidence de tourisme au 190, chemin du Golf, et ceci, en raison de l'article 32.1 du règlement sur les usages conditionnels numéro 347-2019;

CONSIDÉRANT le règlement sur les usages conditionnels numéro 347-2020, dont l'article 32.1.1 porte l'objectif (b) d'« Assurer une gestion du nombre de résidences de tourisme dans certains secteurs, afin d'éviter une surcharge de cette activité de location à court terme » et que la demande ne concerne pas une zone de contingentement;

CONSIDÉRANT qu'un des critères d'évaluation signifie qu'une résidence de tourisme, de même que l'ensemble des activités s'y rattachant, doivent se faire en respect de la réglementation municipale et de lois et règlements provinciaux et fédéraux;

CONSIDÉRANT qu'il est indiqué dans le formulaire que la capacité d'accueil est de quatre adultes;

CONSIDÉRANT la recommandation positive du Comité consultatif d'urbanisme lors de sa séance du 1^{er} février 2022;

CONSIDÉRANT la tenue de la séance de ce conseil en huit clos, l'avis public du 27 janvier dernier invitait les personnes intéressées à se faire entendre sur la présente demande par consultation écrite via l'adresse courriel suivante : info@saint-didace.com, la directrice générale confirme la réception d'aucun commentaire;

EN CONSÉQUENCE, sur la proposition de monsieur le conseiller Pierre Brunelle, appuyée par monsieur le conseiller Sylvain Bélisle, il est résolu que le Conseil accorde la demande et autorise la distribution du certificat d'occupation au 190, chemin du Golf à condition

QUE le propriétaire respecte les critères établis, tel que prescrit l'article 32.1 du règlement municipal sur les usages conditionnels numéro 347-2019, ainsi que tous autres règlements municipaux et provinciaux;

QUE le nombre de personnes pouvant occuper la résidence ne doit pas dépasser deux personnes par chambre;

QUE la publication annonçant la location respecte aussi le ratio de deux personnes maximums par chambre;

QUE le demandeur utilise son nom, Jean Godard, comme personne responsable, vu qu'il demeure sur le territoire;

QUE soit affiché en tout temps et de manière visible, sur la porte d'entrée principale, ou à proximité de celle-ci, un écriteau imprimé et lisible, comportant les informations prescrites au paragraphe n) de l'article 32.1 du règlement municipal sur les usages conditionnels, numéro 347-2019 relatif à la personne responsable de veiller au respect de la réglementation municipale, à savoir :

- Le nom de la personne responsable;
- Le(s) numéro(s) de téléphone de la personne responsable;
- Toutes autres informations permettant de prendre contact avec la personne responsable.

Adopté à l'unanimité des conseillers

Dépôt **Dépôt du rapport sur l'émission des permis**

La directrice générale et secrétaire-trésorière dépose au conseil le rapport sur l'émission des permis du mois de janvier 2022.

2022-02-028 **Avis de motion – Projet de règlement 375-2022 (Projet Maison de la Rivière Maskinongé – 531 rue Principale)**

AVIS DE MOTION est donné par madame la conseillère Jocelyne Bouchard à l'effet que ce conseil adoptera à une séance subséquente un règlement numéro 375-2022, intitulé « *Règlement décrétant une dépense de 1 369 971 \$ et un emprunt de 669 971 \$ pour les travaux entourant la création du site la Maison de la Rivière Maskinongé* », afin de requalifier et améliorer un bâtiment communautaire et un terrain bordant la rivière maskinongé afin d'offrir aux citoyens, incluant les personnes handicapées, un site communautaire riverain ayant une vocation récréotouristique et environnementale. Ce projet permettra d'assurer une meilleure accessibilité à des espaces conviviaux aidant ainsi la communauté à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19.

Dépôt **Dépôt – Projet de règlement 375-2022**

CONSIDÉRANT l'ampleur des investissements à faire dans le projet visant à requalifier et améliorer un bâtiment communautaire et un terrain bordant la rivière maskinongé afin de créer la *Maison de la Rivière Maskinongé*;

CONSIDÉRANT que le projet est admissible à une aide financière de 54% des dépenses admissibles et autorisés par l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre d'une aide financière du Fonds canadien de revitalisation des communautés (PDEQ-FCRC) projet numéro 400061044 pour un montant maximum de 700 000\$ versé comptant;

CONSIDÉRANT que ce type de règlement d'emprunt doit être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter et du ministre des Affaires municipales;

CONSIDÉRANT que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement numéro 375-2022;

CONSIDÉRANT que copie du projet de règlement sera mis à la disposition du public au bureau de la Municipalité de Saint-Didace dans les deux jours suivant la séance;

EN CONSÉQUENCE, madame la conseillère Jocelyne Bouchard dépose le projet de règlement 375-2022.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 375-2022

**DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE DE 1 369 971 \$ ET UN EMPRUNT DE 669 971 \$
POUR LES TRAVAUX ENTOURANT LA CRÉATION DU SITE LA MAISON DE
LA RIVIÈRE MASKINONGÉ**

ATTENDU que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 15 février 2022 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance;

ATTENDU que le projet vise à requalifier et améliorer un bâtiment communautaire et un terrain bordant la rivière maskinongé afin d'offrir aux citoyens, incluant les personnes handicapées, un site communautaire riverain ayant une vocation récréotouristique et environnementale. Ce projet permettra d'assurer une meilleure accessibilité à des espaces conviviaux aidant ainsi la communauté à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19;

ATTENDU que le public pourrait, durant toutes les saisons, apprendre, par diverses expositions et thématiques, sur l'importance de la conservation et préservation environnementale des cours d'eau et milieux humides;

ATTENDU le projet sera constitué d'espaces communautaires, d'une salle de réunion, d'un centre d'interprétation intérieur et extérieur, d'un lieu d'entreposage d'embarcations non-motorisé et de location de vélos à assistance électrique;

ATTENDU que le public aurait accès à la rivière pour y naviguer (canot-kayak) ou tout simplement profiter de la tranquillité des lieux;

ATTENDU que le projet se veut un point d'ancrage avec d'autres initiatives au cœur du village tel qu'un sentier pédestre et un circuit cycliste en préparation faisant la promotion d'activités extérieures à caractère durable;

ATTENDU que ces infrastructures communautaires à Saint-Didace favoriseront le développement de cette communauté pour qu'elle puisse se remettre des effets de la pandémie de COVID-19;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Didace est propriétaire du site;

ATTENDU que le projet est admissible à une aide financière de 54% des dépenses admissibles et autorisés par l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre d'une aide financière du Fonds canadien de revitalisation des communautés (PDEQ-FCRC) projet numéro 400061044 pour un montant maximum de 700 000\$ versé comptant;

ATTENDU que le projet est en attente de confirmation d'aide financière en provenance de d'autres instances gouvernementales, tel le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation par l'intermédiaire de la MRC de D'Autray dans le cadre des Fonds régions et ruralité et le ministère de l'Éducation pour les dépenses associées à la section de mise à niveau de l'accès à un plan d'eau dans le cadres du Programme d'aide financière pour les sentiers et les sites de pratique d'activités physiques de plein air (PAFSSPA);

ATTENDU que, selon l'article 1061 du Code municipal (C-27.1), tout règlement d'emprunt d'une municipalité locale doit être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter et du ministre des Affaires municipales;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et unanimement résolu :

Séance ordinaire du 15 février 2022

QUE le présent règlement soit
adopté dans sa forme et sa teneur.

Le conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie
intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 Le conseil est autorisé à
exécuter des travaux pour la création du site La Maison de la Rivière
Maskinongé, requalification et amélioration d'un bâtiment et du terrain adjacent
qui borde la rivière maskinongé.

Les travaux prévus sont
la résultante de deux études de préfaisabilité nommées avant-projets. Le premier
préparé par RL Gravel Architecture, en date du 6 juin 2021 et portant les
numéros A-202819. Le second préparé par Karyne Architecte Paysagiste, en
date du 16 septembre 2021. Tel qu'il appert sur leurs estimations détaillées, les
deux documents d'avant-projets incluent les frais, les taxes nettes et les imprévus,
les quels font partie intégrante du présent règlement comme annexes « A » et
« B ».

Que la dépense
décrétée au présent règlement et préparée par Chantale Dufort, directrice
générale et secrétaire-trésorière, en date du 15 février 2022, fasse partie
intégrante dudit règlement comme annexe « C ».

ARTICLE 3 Le conseil est autorisé à
dépenser une somme de 1 369 971 \$ pour les fins du présent règlement.

Le conseil affecte à la
dépense le montant de 700 000 \$ versé comptant provenant de la subvention
autorisée par l'Agence de développement économique du Canada pour les
régions du Québec dans le cadre d'une aide financière du Fonds canadien de
revitalisation des communautés (PDEQ-FCRC) projet numéro 400061044,
entente officielle ci-annexée, faisant partie intégrante du présent règlement
comme annexe « D ».

ARTICLE 4 Aux fins d'acquitter les
dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter
une somme de 669 971 \$ sur une période de 20 ans.

ARTICLE 5 Le conseil est autorisé à
affecter annuellement durant le terme de l'emprunt une portion des revenus
généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement
aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de
l'emprunt, conformément à l'article 1072 du Code municipal du Québec.

ARTICLE 6 S'il advient que le
montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que
le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil
est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense
décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait
insuffisante.

ARTICLE 7 Le conseil affecte à la
réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou
subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité
de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte
également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute

subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention lorsqu'il s'agit d'une diminution du terme décrété au présent règlement.

ARTICLE 8 Le présent règlement entre
en vigueur conformément à la loi.

2022-02-029

Adjudication de contrat (Projet Maison de la Rivière Maskinongé – 531 rue Principale)

CONSIDÉRANT les prévisions budgétaires et le programme triennal en immobilisation 2021;

CONSIDÉRANT le projet de création d'un site communautaire avec vocation récréotouristique et environnementale au 531 rue Principale, la *Maison de la Rivière Maskinongé*, lié aux résolutions 2020-10-238, 2020-11-261, 2021-02-030, 2021-03-067, 2021-08-220, 2021-09-239, 2021-09-252, 2021-10-264 ainsi que la résolution 2022-02-28 ;

CONSIDÉRANT que les estimations de coût du projet s'élèvent à 1 369 371 \$;

CONSIDÉRANT l'offre de service forfaitaire de l'entreprise RL Gravel Architecte, daté du 17 juillet 2021, pour la production de plans et devis, la coordination des appels d'offres et la surveillance de chantier s'élevait à 62 500 \$;

CONSIDÉRANT la signature d'une entente d'aide financière d'un montant de 700 000 \$ avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre d'une aide financière du Fonds canadien de revitalisation des communautés (PDEQ-FCRC) projet numéro 400061044;

CONSIDÉRANT que l'offre de service forfaitaire de l'entreprise RL Gravel Architecte du mois de juillet 2021 n'est plus valide et que, depuis 2022, les offres de service de l'entreprise sont sur la base d'un taux horaire seulement, tel qu'indiqué dans l'offre de service daté du 3 février 2022;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, appuyé par monsieur le conseiller Sylvain Bélisle et résolu

DE mandater monsieur Yves Germain, maire, et madame Chantale Dufort, directrice générale, à signer pour et au nom de la Municipalité de Saint-Didace l'offre de service de l'entreprise RL Gravel Architecte, au taux horaire 2022 de 200\$/h architecte et consultant et de 100\$/h personnel de la firme, tel qu'indiqué dans l'offre de service daté du 3 février 2022, pour la production de plans et devis, la coordination des appels d'offres et la surveillance de chantier;

QUE le contrat soit confié à l'entreprise RL Gravel Architecte pour un montant de dépense maximal de 75 000 \$ avant les taxes;

QUE Chantale Dufort, directrice générale, soit autorisée à faire le paiement à même le règlement d'emprunt 375-2022, en attente de son approbation par les personnes habiles à voter et par le ministère des Affaires et de l'Habitation, les paiements se feront à même le surplus libre, un montant de 200 000 \$ est déjà affecté au projet et lié à la résolution 2021-10-264.

Adopté à l'unanimité des conseillers

2022-02-030

Dossier terrain 46 au Lac-Rouge (dossier PPCMOI-2018-0006)

CONSIDÉRANT le dossier PPCMOI-2018-0006, lié à la résolution 2019-04-073, autorisant un Projet Particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble selon certaines conditions;

CONSIDÉRANT le document de quittance et transaction signé avec M. Yvan Lefrançois et la compagnie 9379-4907 Québec Inc. en décembre 2020, lié à la résolution 2020-12-282;

CONSIDÉRANT la demande en homologation à la cour de la quittance et transaction en date du 12 août 2021, lié à la résolution 2021-07-190;

CONSIDÉRANT l'intention des défendeurs de contester la demande en date du 7 septembre 2021;

CONSIDÉRANT les recommandations de l'aviseur légal de la Municipalité de Saint-Didace rédigé en date du 15 février 2022;

CONSIDÉRANT que la solution proposée par l'aviseur légal permettrait de régler le dossier judiciairisé de façon négociée tout en obtenant un jugement exécutable, sans les délais et les honoraires qu'impliquent un procès devant la cour;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Julie Maurice, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé et résolu

D' adopter le dépôt de cette lettre de recommandations préparé par Me Denis Beaupré, de la firme d'avocat Bélanger Sauvé, daté du 15 février 2022;

D' accepté de procéder par dérogation mineure avec conditions qui seront ajoutées à la transaction et qui feront donc partie d'un jugement exécutoire.

Adopté à l'unanimité des conseillers

Période de questions

Sur le site internet de la municipalité de Saint-Didace les citoyens ont été invités à poser leurs questions via courriel à info@saint-didace.com.

La directrice générale confirme qu'elle a transmise les questions aux élus.

Les élus n'ont pas d'autres questions non plus.

2022-02-031

Levée de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard et résolu que cette assemblée soit levée à 20 h 30.

Adopté à l'unanimité des conseillers

Yves Germain
Maire

Chantale Dufort
Directrice générale

Je, Yves Germain, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.